

Face aux difficultés, le CDH serre les rangs

Le CDH a passé une semaine difficile. La pluie a battu les allées du Cinquantenaire à Bruxelles, où le parti humaniste s'est réuni en congrès. Benoît Lutgen est empêtré dans les mauvais résultats du Grand Baromètre publié vendredi par *Le Soir*. Malgré la bonne humeur non feinte, les mines s'assombrissent quand on évoque le niveau des intentions de vote.

Dans la section bruxelloise, le doute gagne la base du parti. « *Cela n'a jamais été très populaire chez nous de débrancher les prises,* constate le ministre wallon Carlo Di Antonio. *Mais nous sommes persuadés qu'à moyen terme, on en sentira les effets. Et on les ressent déjà au gouvernement, et ça va percoler dans la population.* » La méthode Coué. ■

Sous l'averse, le CDH fait le gros dos

PARTI Les centristes ont tenu leur premier Festival des projets à Bruxelles, ce samedi

- ▶ Avec la volonté de remobiliser le parti.
- ▶ Car malgré le « coup » du 19 juin, le sondage de rentrée est très mauvais.
- ▶ A Bruxelles, le parti balance entre doutes et amertume.

REPORTAGE

Couffant l'écrin du Cinquantenaire comme un couvercle, la calotte nuageuse anthracite est plombée comme un sondage de rentrée. Un caprice de fin d'été que le staff technique a anticipé, au vu des parapluies orange qui fleurissent à l'entrée du site. C'en est terminé de la traditionnelle « fête des familles » chère aux centristes. En ce samedi 9 septembre, place au Festival des projets du CDH.

Cinq ateliers doivent rythmer la fin d'après-midi, sur des thématiques « maison » (« A quoi ressemblera l'école de demain ? ») ou d'autres qui le sont moins (« Comment mieux utiliser nos ressources pour respecter notre planète ? »). Mais d'avenir, c'est aussi de celui du parti dont il est question. Vendredi, le « Baromètre » du *Soir* est sorti. Et pour le parti oranger, le temps est loin d'être au beau fixe : en Wallonie, le CDH est passé à 8,7 % (pour 14 % lors du scrutin de 2014) ; à Bruxelles, il passe de 9,3 à 5,8 %, se rapprochant dangereusement du seuil d'éligibilité (5 %).

Tandis que la bonne centaine de participants s'agglutine sous la tente pour éviter la douche qui arrose le parc bruxellois, on papote avec une bonne humeur qui ne semble pas feinte. Mais quand on évoque le sondage de cette fin de semaine, les mines se « dimment » comme des ampoules sous l'influence d'un régulateur. « L'appel du 19 juin n'était pas fait pour en tirer un bénéfice électoral, affirme Benoît Dispa. Chez nous, il n'y a pas de remise en question du choix de Benoît Lutgen car cela vient de loin, d'une

exaspération accumulée et du constat d'une impasse. »

« IL A EU RAISON... »

« Cela n'a jamais été très populaire chez nous de débrancher les prises, constate Carlo Di Antonio. Mais nous sommes persuadés qu'à moyen terme, on en sentira les effets. Et on le ressent déjà au gouvernement, insiste le ministre wallon. Même dans les gouvernements qui n'ont pas été bouleversés, on sent cette différence, ce changement. Et ça va perco-

ler dans la population. » Pourtant, après avoir pointé le PS, sa gouvernance et les scandales auquel il est rattaché, le CDH paie aussi l'addition. « On n'a jamais été les rois du sondage, rappelle le Dourois. Et je comprends la confusion à la sortie des deux mois d'été. »

La soirée s'ouvre officiellement, avec la montée sur scène de Céline Fremault, en hôtesse bruxelloise de la soirée. Les discours sont brefs, y compris celui d'Alda Greoli, et Maxime Prévot remplace au pied levé un André Antoine retardataire pour jouer les chauffeurs de salle. « Je suis interpellé par ce que nous annoncent les sondages, mais il n'y a pas de raison d'être inquiet, martèle le Namurois. Les choix posés sont les bons et les actes qui vont suivre seront porteurs de résultats qui convaincront les plus sceptiques que nous avons eu raison, qu'IL a eu raison ». L'ex-ministre du gouvernement Magnette insiste : la chance sourira à l'audacieux.

Maingain le magicien

Lequel entre alors en scène sous les applaudissements d'un public poussé sous la tente par l'averse drue. « Le 19 juin, nous avons ouvert une alternative, lance Benoît Lutgen. Nous savions que le vent contraire des conservateurs allait souffler fort. Malgré tout, nous avons décidé de passer de l'indignation à l'action, sans attendre. » Et Benoît Lutgen de pointer les premiers résultats engrangés sans le PS : l'assurance-autonomie, la suppression de la TV-redevance, les me-

sures en matière de gouvernance.

Et ce n'est pas fini, clame-t-il, en citant l'exemple des allocations familiales à Bruxelles (lire ci-contre). Le président est applaudi. Il faut dire que, pour la plupart, ce sont des convaincus qui ont fait

le déplacement. « Vous avez vu qui est là ? », ironise un détracteur de la ligne présidentielle. Il n'y a pas la moitié des parlementaires présents, pas un dixième des élus locaux. » Et une fois soustrait le nombre des élus et des cadres intermédiaires du parti, les militants seraient peu nombreux. Mais est-ce différent dans les autres partis ?

A mots couverts ou à visage découvert, il ne se trouve personne pour désavouer le patron humaniste. Si les sondages sont moroses, c'est la faute à Maingain, assurent ses ouailles. « Comme Défi a décidé de ne pas nous rejoindre, le contexte médiatique pour dire que l'opération n'a pas fonctionné était plus important, regrette un cadavre bruxellois. A force de dire qu'on risquait de bloquer les institutions, on a fait peur aux gens. Et comme nous avions lancé les invitations, nous pouvions difficilement répliquer à ceux

Benoît Lutgen va devoir très vite rassurer le CDH bruxellois.

REPORTERS.

qui nous attaquaient. Nous ne sommes donc pas étonnés par les résultats de ce sondage. Mais le temps va montrer qu'on avait de bonnes raisons de faire partir le partenaire socialiste. »

Pour d'autres, le président de Défi mériterait presque le titre de Merlin. « Olivier Maingain a martelé un message de bonne gouvernance alors qu'il voulait simplement maintenir le PS avec qui il négocie à Bruxelles, regrette Carlo Di Antonio. Et il a plaidé pour des choses qu'il est bien loin de supplier à Bruxelles. Il a une faculté à faire passer un discours contradictoire aux réalités de terrain. C'est un magicien. A court terme, c'est payant. Mais je ne suis pas sûr que ce sera porteur sur la durée. » ■

PASCAL LORENT

Bruxelles Orphelins de Joëlle Milquet, les centristes se sentent délaissés par Lutgen

Ce n'est pas la fin de l'histoire, c'est le début d'une nouvelle histoire. On va l'écrire ensemble. » Dans les oreilles de certains CDH bruxellois, cette dernière phrase tirée du discours prononcé samedi par Benoît Lutgen, résonne étrangement. « Depuis le début, on n'a jamais été consulté », déplore l'un d'eux.

L'aile bruxelloise de la famille centriste est mal. « Le choix de rompre avec le PS était un choix essentiellement wallon, tacle un élu local. Benoît Lutgen a vu qu'il pouvait faire une majorité avec le MR. La réalité bruxelloise n'a pas été prise en compte et les élus de terrain n'ont pas été consultés. » Et à en croire le baromètre de cette fin de semaine (*Le Soir* de vendredi), l'esquif battant pavillon orange approche désormais dangereusement des récifs du seuil électoral : 5,8 %.

Et le retrait partiel de Joëlle Milquet, qui ne sera candidate ni aux communales (2018) ni aux régionales (2019), n'est pas fait pour rassurer ceux qui, dans la capitale, s'en remettaient à la

madone humaniste. « Elle a été présidente du CDH et, aujourd'hui, elle n'est plus consultée, elle est déconsidérée, glisse avec amertume un mandataire bruxellois. C'est injuste, ce qu'on lui fait. » Un autre humaniste résume, fataliste : « Sa décision de quitter Bruxelles-Ville, ça a été pour moi un coup de massue. »

Ce désarroi n'a pas échappé au sommet du parti. « Il y a un signal de la tête du parti à organiser sa rentrée ici, avec l'ensemble des troupes et la jeune génération bruxelloise », assure Céline Fremault. Pas sûr que cela suffise, à en croire les commentaires qui jalonnent la soirée.

« Le prix de la trahison »

« Les militants sont inquiets, ils marchent dans le noir », commente un autre élu de terrain. Et le sondage est venu assombrir un peu plus leur chemin. « On paie le prix de l'impréparation de cette opération et celui de la trahison. » « Les affaires de Bruxelles-Ville ne devaient pas influencer sur les actions

des gouvernements des entités fédérées, clame une autre élue locale. Et puis, personne n'a été consulté. C'est comme un putsch. Dès lors, je m'attendais à un tel sondage. »

D'autres redoutent désormais l'attitude revancharde du PS, dangereux comme une bête blessée. « En campagne, le PS est une machine de guerre, commente un conseiller communal. Ils vont nous broyer. » Au point que l'intéressé s'interroge désormais, dit-il, sur l'utilité de se présenter. D'autres, par contre, rassurent : le terrain local est dense de relations humaines qui échappent à la logique des partis. Et dans les communes où PS et CDH travaillent ensemble, les alliances pourraient perdurer.

Mais le ton est sans pardon pour Benoît Lutgen. « Il gère ses relations avec les autres partis comme il dirige le sien, assassine un centriste bruxellois. Il a cru qu'il suffisait de claquer des doigts et que les autres formations allaient le suivre. Au lieu de cela, il a fait le jeu de nos adversaires. » ■

P.Lt

BRUXELLES

Le CDH isolé sur les allocations familiales

Cinq des six partis du gouvernement bruxellois sont d'accord sur le modèle d'allocations familiales à mettre en place en Région-Capitale, ont affirmé dimanche PS et Défi sur le plateau de « C'est pas tous les jours di-

manche » (RTL-TV). Et Ecolo n'exclut pas de soutenir une majorité alternative. La Flandre et la Wallonie ont déjà adopté leur nouveau modèle d'allocations familiales, qui devrait être mis en œuvre au 1^{er} janvier 2019. A Bruxelles, le gouvernement n'a pas encore d'accord. Mais PS, Défi et les trois partis flamands du gouvernement (Open VLD, SP.A et CD&V) seraient d'accord sur

un modèle s'appliquant à tous les enfants. Le montant de base varierait de 145 à 190 euros selon les situations familiales, en fonction des suppléments sociaux et en préservant les droits acquis. Le CDH, lui, préfère un même montant d'allocations familiales à Bruxelles et en Wallonie, compte tenu du principe d'égalité et des familles recomposées vivant dans les deux Régions. (b)